

**Objet :** Les négociateurs du Canada doivent protéger le secteur national du transport maritime dans le cadre des négociations commerciales entre le Canada et le Royaume-Uni.

[Nom du membre du Parlement],

Je m'appelle [insérer le nom] et je suis l'un des milliers de membres du Syndicat international des marins canadiens qui travaillent dans le secteur maritime canadien. Les travailleurs de l'industrie maritime nationale sont profondément préoccupés par les prochaines négociations du gouvernement du Canada avec le Royaume-Uni concernant un accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni.

Les marins canadiens travaillant à bord de navires canadiens sont chargés de transporter des marchandises et des passagers partout au pays. Nous fournissons un service essentiel et assurons la fluidité des chaînes d'approvisionnement du Canada. Nous savons ce qu'il faut faire pour accomplir le travail et nous sommes engagés dans notre métier malgré le fait que la majorité du grand public ne sait pas que nous existons. Les marins canadiens sont responsables du transport de la majorité des biens que les Canadiens utilisent chaque jour et, sans nous, la chaîne d'approvisionnement s'arrêterait rapidement. Malgré le rôle intégral que nous occupons dans l'économie et l’importance de notre travail pour les communautés canadiennes d'un océan à l'autre, le gouvernement du Canada prend souvent des décisions sans tenir compte de l'impact que ces décisions peuvent avoir sur notre gagne-pain. Nous comprenons qu'il puisse y avoir un intérêt significatif à inclure les services de transport maritime, y compris le cabotage, dans le cadre des prochaines négociations de libre-échange avec le Royaume-Uni, cependant, nous devons insister pour que vous preniez en compte notre position durant toutes les discussions commerciales.

Nous sommes nombreux à vivre et à travailler le long des voies navigables et des régions côtières du Canada et nous sommes très fiers de notre travail, car nous avons un intérêt direct dans la protection de notre environnement ainsi que dans la santé et la sécurité des communautés que nous servons. Personne ne connaît les voies navigables canadiennes comme nous et beaucoup d'entre nous ont grandi sur l'eau. Pour certains d'entre nous, nos ancêtres ont également travaillé sur ces voies navigables. La réglementation sur le cabotage joue un rôle important en veillant à ce que ces connaissances et ces compétences maritimes essentielles soient conservées en exigeant l'utilisation de marins canadiens résidents permanents et de navires canadiens pour transporter des marchandises et des passagers au Canada. Le démantèlement potentiel des règlements de cabotage à la suite de ces négociations commerciales pourrait non seulement nuire à notre environnement, mais aussi menacer tous les emplois dans le secteur du transport maritime.

Lors des prochaines négociations commerciales avec le Royaume-Uni, le gouvernement du Canada doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que la réglementation canadienne sur le cabotage dans le secteur maritime soit défendue et maintenue dans sa forme actuelle. Le démantèlement de notre système de cabotage actuel, ou son abandon, augmentera la dépendance du Canada à l'égard du transport maritime étranger, aggravera les problèmes de la chaîne d'approvisionnement et les arriérés, et menacera de mettre mes confrères et mes consœurs de la mer au chômage. Des données récentes montrent que 28 000 marins travaillent au Canada et que la valeur du PIB de la main-d'œuvre s'élève à plus de 1,9 milliard de dollars, tandis que l'industrie elle-même transporte des marchandises d'une valeur de plus de 100 milliards de dollars par an.

Notre pays ne peut pas se permettre de mettre en danger ces emplois ou cette industrie qui est essentielle au réseau commercial national du Canada. Il y a des choses qui doivent être défendues lors des négociations commerciales et qui ne peuvent tout simplement pas être mises sur la table. Les marins du Canada ne peuvent pas servir de monnaie d'échange.

Sincèrement,

[Insérer le nom]

Membre

Syndicat international des marins canadiens